A Gelsenkirchen (Allemagne), plus de 6 200 Roms se sont installés en 10 ans dans des immeubles délabrés exploités par des marchands de sommeil turcs avec de faux contrats de travail pour profiter des aides sociales allemandes

15/06/2026 à 9h44



Dans la pauvre ville de Gelsenkirchen, **6 200 Roumains et Bulgares** se sont installés. Certains vivent dans des bâtiments délabrés, ont de faux emplois et touchent le Hartz IV. La fraude sociale est organisée par des hommes d'affaires sans scrupules. Le maire SPD parviendra-t-il à reprendre le contrôle ?

La bataille des immeubles

À quoi peut bien ressembler la vie quand les Roumains viennent s'installer chez nous, à Gelsenkirchen ? Eckart Kuke n'a pu se l'imaginer que lorsqu'il a vu des os de côtelettes rongés et des couches de bébé usagées voler par les fenêtres d'une

maison voisine. Il a vu aussi des camionnettes garées dans la Hertastraße, le pare-brise couvert de vignettes autoroutières, et des gens qui portaient des matelas dans l'immeuble. « Les voilà donc », s'est dit Kuke, les nouveaux immigrés venus de l'Est de l'Union européenne. Et il s'est promis de s'en réjouir.

Eckart Kuke a 66 ans. C'est un enseignant à la retraite, qui avait absolument voulu travailler dans une Hauptschule, parce qu'il se sentait chargé de résoudre les problèmes. Fuir les problèmes n'a jamais été son genre. Des adolescents de 21 nationalités fréquentaient son école dans la Ruhr. Kuke a connu de jeunes Turcs, Libanais et Russes. Il avait autrefois quitté la ville soignée d'Aix-la-Chapelle pour venir s'installer dans la Gelsenkirchen sauvage, là où un habitant sur quatre vit du Hartz IV, où les quartiers s'appellent Schalke, Rotthausen et Bulmke-Hüllen.

Kuke aime cette urbanité rebelle et la vitalité qui y germe, le milieu des types non conformistes. Mais depuis que ses nouveaux voisins sont là, Kuke se pose des questions qu'il n'aurait jamais osé formuler auparavant. Par exemple : « Dans quel film suis-je tombé ? »

Depuis 2014, la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne s'applique aussi aux Bulgares et aux Roumains. **6 200** d'entre eux vivent aujourd'hui à Gelsenkirchen : un peu plus de **4 200 Roumains**, dont de nombreuses familles roms, et presque **2 000 Bulgares**, dans une ville de **265 000 habitants**. 6 200 nouveaux habitants, même pas 3 % de la population. Si l'on ajoute les quelque 4 000 réfugiés, on arrive à 4 %. Est-ce déjà un problème ?

Gelsenkirchen est l'un des points d'attraction pour les Bulgares et les Roumains, parce qu'on y trouve beaucoup de logements à quatre euros le mètre carré et qu'on peut y vivre à bas coût. Mais ces immigrés viennent-ils vraiment à Gelsenkirchen pour y vivre et y rester, ou font-ils autre

chose ?

Eckart Kuke n’a toujours pas de réponse. Avec sa femme, architecte, il a acheté il y a 17 ans une ancienne fabrique de bonbons dans une arrière-cour et l’a transformée avec soin en logement. Dans la cour, il a aménagé un jardin où il cultive de la vigne et des fraises.

Les gens venus de Roumanie qui, à l’été 2014, ont emménagé dans la maison située de l’autre côté de la cour intérieure, ne prêtaient presque aucune attention à Eckart Kuke. Combien vivaient donc dans cet immeuble de trois étages, se demandait-il : 30 ou 40 personnes ? 50 ? La porte d’entrée était toujours ouverte, les allées et venues incessantes. Jusque tard dans la nuit, les gens restaient sur les balcons à téléphoner. À l’intérieur aussi, ils parlaient fort, très fort. Ils raccordaient les câbles de leurs téléviseurs à l’antenne satellite d’une autre maison. Ils laissaient leurs enfants courir et crier, parfois jusqu’à trois heures du matin. Ils jetaient les ordures depuis le balcon. Il y avait tant de monde dans l’immeuble, produisant tant de déchets, que les poubelles débordaient rapidement.

« Je vais devenir folle ici. Nous sommes dans un chaudron infernal », se plaignait la voisine Marina Ebert, infirmière, propriétaire d’une maison située juste à côté de celle des Roumains. « J’ai alors fait quelque chose que j’appellerais de l’autodéfense », dit aujourd’hui Kuke. « J’ai d’abord essayé avec le langage. Le langage peut être un remède magique. »

Il est allé dans la maison des Roumains et s’est adressé aux voisins en italien. Il a fini par tomber sur un homme aimable, qui se faisait appeler Antonio et lui répondait en italien. Ce devait être le chef de ce clan rom, supposa Kuke. Quand Antonio parlait, les autres devenaient plus silencieux. Antonio, un homme aux manières raffinées, semblait être l’organisateur dans l’immeuble, du moins c’est ainsi que Kuke le percevait.

« Cet homme est correct », entendit Kuke dire Antonio à son sujet, et cela le réjouit. Kuke expliqua les règles allemandes concernant les déchets et le bruit. Sous les yeux d'un Roumain, il renversa une poubelle trop pleine et tria les déchets pour les voisins. Ensuite, Kuke crut avoir obtenu quelque chose, mais rien ne changea.

De nouvelles camionnettes amenèrent de nouveaux Roumains. Les nouveaux jetèrent par la fenêtre les lits et étagères abandonnés par les précédents locataires, puis montèrent leurs propres meubles. De quoi vivent-ils donc ?, se demandait Kuke.

La libre circulation signifie que d'autres citoyens de l'Union européenne peuvent venir en Allemagne s'ils y cherchent un emploi. Ils ont six mois pour trouver un poste. Le sens de la loi n'est pas d'entretenir des pauvres, mais d'offrir aux citoyens la possibilité de travailler partout dans l'Union européenne. Mais ces gens cherchaient-ils vraiment du travail ?

« Je ne suis vraiment pas raciste, mais… »

Marina Ebert, la voisine, tenta de découvrir à qui appartenait réellement la maison. Même les autorités ont du mal avec ce genre de recherches, qui touchent à la propriété privée. L'ancienne propriétaire de la maison, apprit Marina Ebert, était morte depuis longtemps, mais il existait à Bochum un administrateur de succession. Celui-ci avait vendu la maison à un Turc, propriétaire d'une société immobilière dont le nom contenait le mot « luxe ». Le nouveau propriétaire envoyait des hommes de main, qui encaissaient parfois le loyer en espèces. Celui qui ne paierait pas serait mis dehors, entendit plusieurs fois Marina Ebert un gestionnaire menacer. C'était le nouveau règlement de l'immeuble.

« Je me sens soudain étrangère ici », dit-elle à son voisin

Kuke. Tous deux pensèrent à déménager. Le convaincu professeur de Hauptschule fuyant devant des étrangers ? Pour Eckart Kuke, c'était une pensée difficilement supportable. Il n'a pas non plus eu la tâche facile lorsqu'il a décidé d'alerter le service d'ordre public. Eckart Kuke, l'éducateur engagé, demande à l'État de rétablir son ordre privé ? Son remède magique, le langage, avait-il échoué ? À partir de ce moment, sa voisine documenta les montagnes de déchets dans la cour par des photos, elle rassembla des preuves. On sent encore aujourd'hui à quel point elle était mal à l'aise dans ce rôle d'espionne.

En février et mars de cette année-là, des voitures de la police criminelle se rendirent plusieurs fois dans la Hertastraße. La maison des Roumains fut passée au peigne fin, des logements furent perquisitionnés. Les cris de détresse d'une femme du dernier étage avaient été entendus dehors pendant la nuit ; pour les voisins, cela semblait inquiétant. Ensuite, il se passa quelque chose d'étrange. Du jour au lendemain, tous les Roumains partirent. La maison fut soudain vide. Cela pouvait tenir au fait qu'un cabinet d'avocats de Cologne avait repris l'immeuble à la société turque et avait annoncé aux locataires qu'ils seraient expulsés.

Que se passait-il ici ? Eckart Kuke s'était procuré des livres sur la vie des Roms, mais ses propres voisins lui étaient restés une énigme. Il avait découvert avec stupéfaction qu'Antonio ne vivait pas du tout dans la maison d'en face, mais « une sœur », du moins c'est ce qu'affirmait Antonio, avec qui Kuke avait cru s'être lié d'amitié. Mais où vivait donc Antonio ? Une femme du clan d'Antonio promit à Kuke de l'inviter à une fête, puis elle disparut elle aussi, tout comme Antonio. Kuke dit : « Tout est tellement opaque. »

Chaque jour, des habitants appellent la hotline de la ville de Gelsenkirchen pour se plaindre des immigrés venus de l'Est. « Je ne suis vraiment pas raciste, mais… » C'est ainsi que commencent beaucoup de leurs phrases. Les plaintes des Turcs

allemands qui appellent la mairie se ressemblent aussi : « J'ai fait tout ce que vous vouliez. Je me suis adapté à vous. Pourquoi ceux-là n'ont-ils pas à s'adapter ? »

La ville a créé un service d'ordre dont les agents portent des uniformes avec le slogan « Droit et ordre » inscrit dans le dos. Lors de formations, on leur a appris comment mettre des menottes, qu'il faut toujours se tenir de côté devant l'entrée d'un appartement inconnu doté d'un judas, et qu'il faut faire attention à son itinéraire de fuite dès qu'on se trouve face à une foule en colère.

Le conflit porte sur l'ordre, l'ordre au sens large, l'État comme puissance d'ordre dans la vie publique. Les sociaux-démocrates gouvernent depuis longtemps la ville. La SPD peut-elle garantir l'ordre ? « Vous ne pouvez pas nous refiler les problèmes du monde entier », se plaignent les appelants de la hotline.

Chaque immigré est accueilli à Gelsenkirchen ; il existe des visites dites de bienvenue par des représentants du service d'ordre public et des associations caritatives. Des brochures en roumain et en bulgare sont distribuées aux portes des logements, la séparation des déchets y est également expliquée. L'histoire de la ville est une histoire d'immigration. Si, à la fin du XIXe siècle, des milliers d'ouvriers venus de Pologne n'étaient pas venus travailler dans les mines de la ville, Gelsenkirchen n'aurait pas pu devenir alors un centre industriel puissant. Sans immigrés, Gelsenkirchen ne serait rien.

Mais la culture de l'accueil est sous pression. Aucune ville d'Allemagne de l'Ouest n'a aujourd'hui un taux de chômage plus élevé que Gelsenkirchen : près de 15 %. Chaque fois que les derniers chiffres sur la pauvreté infantile sont publiés – environ 12 000 enfants à Gelsenkirchen – des chaînes de télévision appellent la mairie pour demander des images de petites filles et de petits garçons en haillons. Pour un poste

d’aide-cuisinier publié officiellement, environ 1 300 candidats se présentent à Gelsenkirchen. Il y a des emplois pour les gens qui savent utiliser des programmes informatiques, mais presque rien pour ceux qui parlent mal allemand et n’ont que leurs mains comme outil de travail.

Pour un ouvrier non qualifié venu de Roumanie qui cherche un emploi en Allemagne, rien n’est plus absurde que de venir à Gelsenkirchen. Pour quelqu’un qui cherche un logement bon marché, mais pas forcément un travail, plutôt le Hartz IV, il n’y a pas de meilleur endroit que Gelsenkirchen.

Quand on demande à Frank Baranowski, maire de Gelsenkirchen et porte-parole de la SPD de la Ruhr, comment il considère les immigrés venus de l’Est de l’Union européenne, il répond : « S’exprimer là-dessus est un exercice d’équilibriste, surtout pour un social-démocrate. » Puis il dit : « Il existe des indices clairs de fraude sociale. En partie, il s’agit aussi de criminalité organisée. » C’est « un phénomène ». Quand il parle de ce phénomène avec d’autres responsables politiques, il se voit parfois accusé de racisme. « Mais le racisme peut être un argument prétexte pour empêcher une discussion nécessaire », dit Baranowski.

Une fois, il fut invité avec d’autres maires à une conférence du ministère fédéral de la Construction à Berlin pour parler des difficultés liées aux immigrés. Baranowski parla de son combat contre les propriétaires de centaines de maisons délabrées, appelées dans le jargon administratif « Schrottimmobilien », immeubles pourris, dans lesquels vivent des milliers de Bulgares et de Roumains. Il parla des factures d’électricité et d’eau impayées, des requins de l’immobilier, des gestionnaires douteux, des intermédiaires et des spéculateurs, de toute cette zone grise dont aucun procureur ne se soucie. La déléguée fédérale à l’intégration secoua la tête, et Baranowski ne savait pas si elle ne pouvait pas le croire ou si elle ne voulait pas le croire. Il n’avait même pas encore mentionné le marché informel du travail journalier.

Le terme aurait peut-être effrayé la déléguée à l'intégration.

Ne pas minimiser les problèmes simplement parce qu'ils sont causés par des étrangers

Frank Baranowski est un homme pondéré, qui réfléchit soigneusement à sa manière d'agir politiquement. Il s'est fixé deux objectifs : parler ouvertement des problèmes au lieu de les dissimuler, et ne pas les minimiser simplement parce qu'ils sont causés par des étrangers.

En mai 2015, il créa à la mairie une cellule chargée des immigrés venus de l'Est de l'Union européenne. À Gelsenkirchen, de nombreux travailleurs sociaux étaient déjà sur le terrain pour s'occuper des soucis des Bulgares et des Roumains, les accompagner au conseil en désendettement, venir dans leur quartier avec un jardin d'enfants mobile installé dans une caravane, et même faire leurs courses lorsqu'ils allaient très mal. Mais désormais, il existe aussi une autre sorte de travailleurs sociaux : des enquêteurs qui n'ont pas le droit de s'appeler enquêteurs, mais qui portent par exemple le titre de chef du service du logement.

C'est le cas de Markus Horstmann. Depuis deux ans, il tente de se faire une idée de ses adversaires dans la bataille des immeubles de Gelsenkirchen. Mais ses adversaires sont mobiles et ont une longueur d'avance. Ses adversaires ne sont pas les Roumains et les Bulgares, mais le plus souvent des personnes d'origine turque, qui connaissent le commerce des immeubles pourris qu'elles louent aux immigrés. Des Allemands apparaissent également comme gestionnaires de ces maisons.

Horstmann dit : « Nous aussi, ici, nous avons de la gentrification, mais à l'envers. Les aisés partent, les pauvres arrivent. » Dans l'un de ces immeubles délabrés, le

service d’ordre avait tout juste eu le temps, en 2014, d’évacuer les habitants et de sortir les lits d’enfants avant que tout l’escalier ne s’effondre. Dans d’autres maisons, des locataires avaient raccordé à la va-vite des lignes à courant fort, les avaient pontées avec du fil de sonnette et fixées avec du ruban adhésif, puis les avaient fait passer dans des flaques d’eau. En hiver, certains habitants à qui le gaz avait été coupé allument leur cuisinière ou leur four pour se chauffer.

Horstmann a dessiné des schémas de l’entrelacement de sociétés apparu autour des immeubles pourris. Les chefs de ces sociétés, qui achètent des biens immobiliers et les revendent souvent, sont les figures décisives du système : les dealers. Mais il existe de nombreuses autres sociétés, avec d’autres patrons. En se penchant sur l’un de ces plans, on croit voir l’organigramme d’un groupe du DAX. Il y a une société de marketing, des conseillers en voyages et en électricité, une société de tourisme, un courtier en voyages. Apparaissent aussi des copropriétaires, des propriétaires non inscrits au livre foncier, des spécialistes des baux, la sœur d’un intermédiaire immobilier, une entreprise de bâtiment, une société foncière, une société de management – en réalité, plusieurs de cette nature. Il y a des succursales et des sociétés à responsabilité limitée, y compris dans les villes voisines. Des propriétaires intermédiaires apparaissent, des hommes de paille, y compris des hommes que Markus Horstmann considère comme des hommes de paille à temps partiel. Le reste du temps, ils travaillent pour leur propre compte. Dans l’une des sociétés, le directeur a changé quinze fois en deux ans. Quand on demande à Horstmann combien de ces immeubles pourris ces gens possèdent, il répond : « Je n’ose pas compter. »

On deviendrait certainement fou, à un moment, si l’on essayait de pénétrer ce maquis, et probablement très vite fou si l’on se rendait compte que ce schéma ne reflète qu’un petit extrait de la réalité. Étonnamment, Horstmann n’est pas devenu fou. Il

est lucide et poursuit un objectif ambitieux : assécher le marais. « Ils rient encore de moi », dit Horstmann, « je sais qu'ils rient. Mais je les aurai. Je les aurai tous à la fin. » Il n'aurait qu'à augmenter la pression. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Horstmann n'est pas de la police criminelle et dispose de peu de pouvoirs. Il aimerait établir des registres de personnes suspectes, mais il n'en a pas le droit. Même ses collègues d'autres administrations ne lui communiquent pas d'informations : protection des données. Ni la police criminelle ni le fisc ne coopèrent avec lui. Tant qu'Horstmann n'a pas d'indices d'infractions, ces maisons restent une affaire privée.

L'un des collègues d'Horstmann s'est un jour aventuré sur le terrain d'un marchand d'immeubles pourris turc pour lui parler. Mais le patron n'était pas disponible. Un homme musclé est apparu, dont on disait qu'il avait fait ses preuves pendant la guerre de Bosnie et qu'il ne contrôlait pas ses poings. Le visiteur de l'administration s'est rapidement retiré.

L'homme qui dirige cette société roule dans un Hummer blanc, un puissant 4×4 américain. Quand on lui rend visite dans son entreprise, il raconte avec fierté qu'aucun Hummer des environs ne produit de plus beaux bruits que le sien. « Le plus bruyant ici », dit Nuhcan Yildiz. Yildiz a dû rendre son permis de conduire, mais il s'entoure de gens qui le conduisent, parfois jusqu'à Istanbul.

Yildiz exploite sa société immobilière dans un ancien bâtiment de gare à Gelsenkirchen-Schalke. Souvent, un groupe d'hommes est assis en face de lui pendant qu'il fume, téléphone et tapote sur son iPad. Il y a une salle de billard dans cet immeuble de bureaux, une porte au-dessus de laquelle sont fixées des cornes de taureau, un fauteuil de massage électrique, un rottweiler en plastique et un aquarium avec un petit crâne. Sur sa carte de visite, Yildiz affiche le slogan : « We make your dreams come true ! » – « Nous réalisons vos

rêves ! »

Yildiz laisse l'un de ses employés turcs, qui a étudié la gestion à Trèves, parler des affaires. « À Gelsenkirchen, on peut faire beaucoup d'argent », dit l'employé. « Le prix d'achat d'une maison n'y correspond qu'à six fois le loyer annuel net. À Berlin ou Hambourg, c'est au moins vingt fois. » On peut aussi le dire autrement : à Gelsenkirchen, de petits appartements en copropriété dans des immeubles pourris ont déjà été vendus entre 1 000 et 5 000 euros ; des immeubles de trois étages, pour 90 000 euros.

Les sociétés fictives existent parce que le Hartz IV existe

Il entre, dit l'employé, « tellement d'argent qu'on n'en revient pas ». Des investisseurs du Qatar veulent entrer dans le jeu, des Russes, et plus récemment aussi des Israéliens. Le mieux, selon lui, est d'acheter des immeubles entiers, pas seulement des appartements isolés. À propos des locataires, Bulgares et Roumains, il ne dit pas grand-chose. Il dit seulement : « Ils n'habitent pas. Ils campent. »

Le grand commerce des marchands d'immeubles pourris commence dès qu'une vente aux enchères forcée est ouverte. Celui qui veut enchérir au tribunal doit seulement verser auparavant une garantie, 10 % de la valeur vénale, 4 000 euros, peut-être 6 000. Des employés des services municipaux assistent certains jours aux audiences et observent. Le plus offrant obtient l'adjudication : il est le nouveau propriétaire, mais il n'a pas à payer immédiatement le prix d'achat. C'est la faille décisive pour les marchands d'immeubles pourris : ils ne paient pas, et au bout de six mois le tribunal ordonne une nouvelle vente aux enchères. Mais d'ici là, le nouveau propriétaire peut encaisser les loyers des Bulgares et des Roumains. Le modèle devient rentable au bout de deux mois.

Les locataires ne rencontrent jamais leur propriétaire, peut-être son gestionnaire, qui annonce que bientôt des hommes se faisant appeler Otto ou Ali viendront en personne encaisser le loyer. Sur ces recettes, un homme de paille du marchand d'immeubles pourris prélève ensuite l'acompte destiné au tribunal, lorsque le même immeuble sera à nouveau vendu aux enchères. De cette manière, les propriétaires changent souvent, les revenus des marchands d'immeubles pourris augmentent, et le maquis s'étend.

Les auteurs dans ce système sont donc les marchands d'immeubles pourris. Les victimes sont les Roumains et les Bulgares. C'est ainsi que les choses apparaissent, mais les victimes peuvent aussi devenir auteurs, le maquis est compliqué. Car les immigrés d'Europe de l'Est ont besoin d'un emploi pour avoir le droit de rester en Allemagne. Comment trouver à Gelsenkirchen un travail qui leur permette de nourrir leur famille ? Qui n'a pas d'argent ne peut pas non plus payer de loyer. C'est alors qu'entrent en scène les alliés des marchands d'immeubles pourris : les faux employeurs, le plus souvent turcs, libanais ou roumains. Les marchands et certains de leurs alliés sont liés par des liens de parenté.

Un homme du Jobcenter de Gelsenkirchen est sur leur piste. Dans le journal, il doit être appelé « Mister X », parce qu'il craint d'être retrouvé et roué de coups par certains de ses clients. Mister X fait quelque chose que tous ses collègues ne font pas : il porte plainte contre les clients qui menacent leur conseiller emploi : « Je vais te poignarder. »

Au Jobcenter, Mister X a fondé la « Soko Scheinarbeit », la cellule spéciale contre le faux travail, lorsqu'il s'est aperçu que des contrats de travail étaient vendus à des Roumains et des Bulgares devant les entrées des agences pour l'emploi. Celui qui peut prouver qu'il travaille, par exemple dans un mini-job à 400 euros par mois, peut déposer une demande de prestations de subsistance, formulaire HA. Le

Jobcenter complète alors le faible revenu du mini-job – pour une famille de six personnes, d'environ 1 600 euros, selon l'âge des enfants.

Certains Roumains qui parlent à peine allemand et ne savent ni lire ni écrire apportent le formulaire HA parfaitement rempli ; d'autres se font accompagner par des interprètes qui connaissent très bien les subtilités des codes sociaux allemands. Mister X a commencé à s'étonner. Pourquoi, à Gelsenkirchen, créait-on soudain des sociétés qui déclaraient 60 à 80 emplois surgis de nulle part, uniquement des postes de concierges, femmes de ménage ou maçons ? Ce sont toujours des mini-jobs, entraînant le complément de revenu maximal par le Jobcenter. Mister X a découvert que beaucoup de ces entreprises n'existent même pas. Il enquête actuellement sur 60 cas suspects. Ces sociétés fictives existent parce que le Hartz IV existe.

Certains faux employeurs versent réellement un salaire aux faux travailleurs pour préserver l'apparence, mais se font remettre leurs cartes bancaires et récupèrent le salaire au distributeur. Quand Mister X agit contre ce système et coupe les versements, certains clients saisissent le tribunal social, et Mister X ne gagne pas toujours.

Andrea Nahles, ministre fédérale du Travail, ne peut pas grand-chose contre cela. Elle a annoncé en avril de cette année-là qu'elle fermerait bientôt une faille : plus de prestations sociales pour les immigrés de l'Union européenne qui n'ont pas de travail en Allemagne. Mais les personnes qui présentent les formulaires HA ont bien un travail – du moins en apparence.

Pour les autres, qui ne trouvent ni travail ni faux travail, deux possibilités s'offrent à eux : le marché informel des journaliers et la caisse d'allocations familiales. L'endroit où se tient le marché informel change souvent : parfois devant un bureau de paris, parfois près d'un arrêt de bus ou d'un

café. Tôt le matin, des gens s’y rassemblent pour être emmenés sur des chantiers par une camionnette. S’il y a peu de travail sur le chantier, seuls quelques journaliers choisis sont pris, les autres restent dans la rue. Peut-être que cela marchera demain, ou après-demain.

À la caisse d’allocations familiales de Bochum, qui est aussi compétente pour Gelsenkirchen et verse le Kindergeld, les choses sont plus simples. Toute personne inscrite comme habitant et ayant des enfants reçoit l’argent. « À partir du cinquième enfant, la vie en Allemagne devient rentable », a dit une Roumaine à un homme du service d’ordre de Gelsenkirchen. Pour toucher les allocations familiales, il faut toutefois être enregistré. L’inscription est très recherchée. Le Bürgercenter de Gelsenkirchen, qui enregistre les nouveaux habitants, est tellement bondé certains jours que des profiteurs tirent des tickets d’attente le matin et les revendent ensuite entre 30 et 50 euros aux personnes présentes dans la zone d’attente. La ville va donc bientôt modifier son système et imprimer les noms à côté des numéros d’attente.

Gelsenkirchen a-t-elle vraiment un problème ?

Celui qui veut toucher le Kindergeld doit déclarer ses enfants. L’argent peut alors aussi être versé rétroactivement jusqu’à quatre ans – si le bail indique que l’on vit en Allemagne depuis quatre ans. Pour quatre enfants, cela peut représenter jusqu’à 38 000 euros de rappel. Les enfants n’ont pas besoin de vivre en Allemagne, mais ils doivent exister. « Rien n’est plus simple », dit un fonctionnaire de Gelsenkirchen, « que de mener la caisse d’allocations familiales par le bout du nez. » Une fois par an seulement, les données sont comparées dans les ordinateurs. Jusqu’à ce moment-là, la caisse ne sait pas si un Roumain qui perçoit le Kindergeld vit depuis longtemps de nouveau en Roumanie.

On pourrait continuer ainsi sans fin. On pourrait énumérer tous les trucs, par exemple celui de la facture des Pays-Bas. Lorsqu'une administration tente, dans des cas particulièrement graves, de faire retirer à un immigré son droit à la libre circulation, une facture récente provenant d'un quelconque bistrot néerlandais suffit à prouver une sortie et une nouvelle entrée en Allemagne, et donc à stopper toute la procédure. On pourrait mentionner que de faux actes de naissance ont été découverts. Beaucoup d'apparences ont été créées pour ponctionner l'État. Mais les Allemands ne font-ils pas la même chose ? Les riches exilés fiscaux ne fraudent-ils pas le fisc pour des sommes incomparablement plus élevées ? Et Gelsenkirchen a-t-elle vraiment un problème ?

Gelsenkirchen était une ville vieillissante et en déclin démographique. Comment réduire notre ville ? C'était depuis longtemps la question centrale des urbanistes. Les Bulgares et les Roumains s'installent dans des maisons où plus personne ne voulait vivre. Il y a encore environ 10 000 logements vides à Gelsenkirchen. Et les immigrés amènent beaucoup d'enfants. Les jardins d'enfants ont de nouveau des enfants, les écoles ont de nouveau des élèves. 42 % des nouveaux arrivants ont moins de 18 ans. La vie est encore devant eux. Où est donc le problème ?

Il s'exprime par deux chiffres : 3 106 contre 4 599. Depuis le début de l'année précédente, 4 599 Roumains et Bulgares sont arrivés à Gelsenkirchen, et 3 106 en sont partis. La plupart sont repartis après quelques mois ou un an – et avec eux les enfants. Parfois, les familles partent parce qu'elles ne payaient plus leur loyer et ont été mises à la porte. Parfois parce que le propriétaire voulait s'en débarrasser afin de vendre l'immeuble à bon prix à des investisseurs. Parfois parce que leurs matelas ont soudain été jetés dans la cour et brûlés par des gestionnaires. Parfois parce que les contrôles du service d'ordre leur ont déplu. Parfois parce qu'elles croient que leurs enfants auront de meilleures perspectives

professionnelles hors de Gelsenkirchen. Parfois parce qu'elles remarquent que mendier dans la zone piétonne de Gelsenkirchen rapporte peu.

Les familles cherchent alors du travail dans d'autres villes, ou un faux travail, vivent quelque temps en France, en Italie ou en Espagne, reviennent peut-être à Gelsenkirchen, puis repartent. La mondialisation a été transmise jusqu'en bas de l'échelle et a bouleversé beaucoup de choses, parce qu'elle apporte quelque chose d'inhabituel : la vie dans le provisoire. Celui qui aspire à l'ordre doit détester le provisoire.

Les journées ordonnées commencent par des averses et se terminent par des averses. Les journées désordonnées commencent par du soleil et se terminent par du soleil. C'est ainsi qu'Herbert Leipelt voit le monde. C'est un retraité qui vit à Gelsenkirchen-Rotthausen dans un immeuble locatif dont il a hérité. Quand il fait beau, les Bulgares qui vivent dans les maisons voisines s'assoient dans la cour commune, bricolent sur des voitures, parlent fort, rient et font des grillades jusqu'à la nuit. Quand il pleut, ils restent à l'intérieur. Ce sont les journées que Leipelt apprécie. « La pluie, c'est bien. C'est triste, mais c'est comme ça », dit-il. Une fois, il a lancé à l'un des Bulgares : « Hé, écoute, je suis né ici il y a 75 ans. C'est à vous de vous adapter, pas à nous. »

Mais Leipelt ne sait pas si ses paroles ont été comprises. Un autre propriétaire se dispute aussi avec les Bulgares : un voisin turc avec lequel Leipelt s'entend bien. Depuis que les locataires allemands des maisons voisines sont partis, Leipelt tient ici la dernière maison allemande, du moins c'est ainsi qu'il le voit. Une voisine aurait déménagé « à Zwickau », « de Rotthausen à Zwickau ». Cela sonne comme s'il avait voulu dire : elle s'est sauvée d'un paradis menacé pour rejoindre l'enfer. Une autre voisine passerait ses journées au cimetière pour y trouver le calme.

Autrefois, Herbert Leipelt était coupeur de verre, un ouvrier simple comme il y en a encore beaucoup à Gelsenkirchen aujourd'hui. Si Sigmar Gabriel voulait mieux comprendre ce qui se passe dans la tête de ce qu'on appelle les petites gens, que le chef du parti dit vouloir désormais défendre offensivement, il pourrait rendre visite à Herbert Leipelt. Leipelt ne manque aucune réunion de sa SPD, section de Rotthausen. La SPD est sa patrie politique. Il s'est déjà plaint auprès de l'adjointe au maire, Martina Rudowitz. « Appelle-moi s'il y a quelque chose », lui avait-elle demandé ensuite. « Martina, je ne peux quand même pas t'appeler tous les jours », lui avait répondu Leipelt.

Pour atteindre son petit jardin, il doit ouvrir dans la cour la porte de son garage, se faufiler le long de sa voiture, puis passer par la porte arrière du garage vers l'extérieur. Là, dans sa tonnelle, il se sent protégé. Leipelt s'est créé son propre ordre. Il ne peut pas acheter l'ordre, car il n'a pas les moyens de s'offrir une femme de ménage ou un jardinier. Quand on l'entend râler, on pourrait croire qu'il a quelque chose contre les étrangers. En réalité, il a quelque chose contre les gens qui menacent son ordre. L'ordre est le résultat de toute une vie difficile. C'est pour cela qu'il prend le bruit personnellement. Les jours où de nombreuses heures de soleil le tourmentent, il peut maintenant lui arriver de se demander : « Pourquoi es-tu encore dans ce parti ? » Ce parti, c'est la SPD.

En janvier de cette année-là, trois sections locales de la SPD avaient prévu de manifester contre la construction de foyers pour réfugiés, de grands centres d'hébergement qui devaient presque tous être installés dans les quartiers pauvres de la ville. La SPD avait distribué des tracts et appelé à protester. Une telle chose ne s'était jamais produite.

« Nous allons nettoyer ça »

Tout cela ne s'est pas passé à Gelsenkirchen, mais dans le nord d'Essen, à la frontière avec Gelsenkirchen. Il ne s'agissait pas d'immigrés de l'Union européenne, mais de réfugiés syriens. C'était néanmoins un signal d'alarme qui valait aussi pour Gelsenkirchen.

Le signal a été perçu. Le secrétaire général de la direction régionale nord-rhénane-westphalienne du parti a rendu visite à l'auteur de l'action et lui a conseillé fermement : « Réfléchis bien. » Stephan Duda, chef de la SPD à Essen-Karnap, a annulé l'action lorsqu'il a appris que l'AfD et le NPD voulaient se joindre à la manifestation. « Sinon, je l'aurais maintenue », dit-il aujourd'hui, « même si je savais qu'en tant que social-démocrate, on ne fait pas ce genre de choses. » Lorsque les journaux en ont parlé, il a reçu de nombreux appels et e-mails de félicitations. Apparemment, une soupape avait sauté. Duda dit : « Parfois, ce n'est pas mauvais de la laisser sauter. »

Quand on marche dans l'une des grandes rues de Gelsenkirchen portant le nom de grands sociaux-démocrates, la Kurt-Schumacher-Straße par exemple, on tombe sur des cybercafés et des bureaux de paris devant lesquels de jeunes hommes téléphonent. On rencontre des bars de supporters du FC Schalke peints en bleu et blanc, des femmes chargées de lourds sacs en plastique, des ivrognes au nez marqué, beaucoup de fenêtres aux vitres ternes et sans rideaux, beaucoup de volets baissés. S'il fallait choisir un symbole pour ces quartiers, ce seraient les volets baissés.

Ils peuvent tous faire pitié, chacun d'eux, même les tricheurs, les petits escrocs occasionnels et les exploiteurs à court terme. Il ne faut pas s'imaginer qu'un grand cartel mafieux s'est abattu sur les immeubles pourris de Gelsenkirchen. Ici, en dehors du FC Schalke, rien n'est grand

ni puissant. La classe inférieure s'est empêtrée dans de mesquines luttes de répartition. La couche supérieure de la classe inférieure affronte la couche inférieure de la classe inférieure pour assurer sa subsistance. Si l'on fait abstraction des chefs, on ne rencontre que de pauvres profiteurs qui veulent s'élever dans une économie de misère – des hommes qui se sentent bien dans des limousines cabossées aux vitres teintées et qui freinent le tramway par des demi-tours dangereux.

Ils ont poussé à l'extrême quelque chose qu'il fallait toujours savoir faire à Gelsenkirchen : se débrouiller. Ils se débrouillent, et c'est pourquoi ils se frappent les uns les autres, et les coups font de plus en plus mal. Gelsenkirchen n'a pas de port en plein essor comme Duisbourg, pas d'université comme Bochum, pas de quartier de villas comme Essen. Gelsenkirchen n'a qu'elle-même, portée par la volonté indomptable de simplement tenir bon. Gelsenkirchen est beaucoup trop grande pour passer inaperçue, mais beaucoup trop petite pour devenir un sujet important. C'est une ville admirable, si courageuse, si usée, si intrépide, si marquée par le passé, si aimablement grognonne, si acharnée à défendre un reste de dignité praticable au quotidien, réprimant résolument les grands rêves, libre de toute envolée métaphysique inutile, si lucide, si indestructible, si formidable.

Si Frank Baranowski, le maire, pouvait formuler un souhait, ce serait d'obtenir des primes à la démolition. La société municipale de développement pourrait alors faire le ménage à grande échelle. À Gelsenkirchen, le développement ne signifie pas la même chose qu'à Hambourg ou Munich : ici, il signifie des pelleteuses. Elles détruisent des immeubles pourris, achetés par la ville et dont la rénovation ne vaut pas la peine. C'est ainsi que l'on veut retirer le terrain aux marchands d'immeubles pourris. Mieux vaut détruire une maison que la laisser aux adversaires. Mais la destruction est aussi

une stratégie coûteuse. L'argent de la ville suffit à arracher chaque année aux dealers des bâtiments dans trois rues. Il en faudrait cent.

Trois valent mieux que rien. Trois, c'est un début. De plus en plus souvent, la ville fait fermer des maisons délabrées et sceller les portes d'entrée. Régulièrement, des unités de 20 policiers fouillent des immeubles entiers, exécutent des mandats d'arrêt et cherchent des suspects. Une fois, des Turcs et des Arabes du voisinage se sont rassemblés dans la rue, ont regardé les policiers mener une descente et les ont applaudis ensemble. Il peut même arriver maintenant que le service d'ordre municipal demande à un passant de ramasser un mégot jeté par terre. « Nous allons nettoyer ça », aime dire le maire Baranowski, et cela peut vouloir dire n'importe quoi : une cigarette, un immeuble pourri ou une société fictive.

Il est déjà arrivé que les éboueurs doivent passer chaque jour dans une rue pour emporter les déchets, et non une seule fois par semaine. Il est aussi arrivé que les éboueurs viennent avec des conteneurs et des chargeuses pour débarrasser le chaos – et soient pris à partie par des habitants qui leur crachaient dessus. Mais tout cela est terminé. La situation s'est améliorée. La République de Gelsenkirchen, dirigée par un social-démocrate, a engagé la bataille pour l'ordre public. On ne sait pas encore si cette ambition paiera politiquement. Lors de la dernière élection, en tout cas, la SPD a obtenu 50 % à Gelsenkirchen. Il faut le répéter, parce que cela paraît incroyable : 50 %.

Il reste à ajouter que les rats sont venus à Gelsenkirchen avec les déchets des Roumains. Mais peut-on écrire cela ? On peut l'écrire, parce que c'est vrai. Il y a toujours eu des rats, partout, mais soudain ils sont entrés dans les maisons. Si l'on laissait l'exterminateur de Gelsenkirchen, Steffen Hartmann, raconter l'histoire de sa ville, il expliquerait que ses affaires, depuis deux ans, marchent soudain de nouveau très bien. Dans les logements de nombreux immeubles pourris

pullulent les cafards. Et dans les montagnes de déchets des cours intérieures, les rats se sentent bien. Ils sont tenaces. Ils restent quand les Roumains s'en vont. C'est aussi ce qu'a constaté l'enseignant retraité Eckart Kuke. Il s'est procuré des pièges à ressort et a répandu du sable fin dans son jardin pour savoir si les rats y passaient la nuit. « Si j'avais été un rat, je me serais toujours bien porté ici », dit-il. La nouvelle libératrice est la suivante : cette confrontation, Eckart Kuke l'a gagnée.

Die Zeit